



C'est le moment : ***ce gouvernement doit battre en retraite !***

La sanction électorale de la droite et du gouvernement Sarkozy-Fillon, le 16 mars dernier, a été une bonne nouvelle et doit donner confiance à tous ceux et toutes celles qui résistent depuis plus de huit mois. En réponse à cette « claque électorale », le gouvernement a décidé d'aller plus vite dans la destruction de nos acquis sociaux. L'un des deux premiers dossiers sur la table porte sur la nouvelle réforme des retraites, également appelé « grand rendez-vous » de 2008. « Rendez-vous », pris par la loi Fillon de 2003. Il est prévu, d'ici avril, que se tiennent des rencontres entre le ministre du Travail, Xavier Bertrand, le patronat et les syndicats. À la suite de ces réunions, le gouvernement précisera officiellement son projet.

TOUJOURS LE MÊME OBJECTIF : BAISSER NOS PENSIONS !

Nous savons déjà que le « grand rendez-vous de 2008 » n' a qu'un seul et unique but : l'allongement de la durée de cotisation à 41 ans, pour l'ensemble des salariés, du privé comme du public ! Le patronat, lui, aimerait un allongement à 42 ans et reculer l'âge de départ à 62 ans, voire 65 ans. Sera-t-il, une nouvelle fois, entendu par le gouvernement ? Pour nous faire avaler cette réforme, le gouvernement, soutenu par le

patronat et certains économistes, va nous ressortir le fameux « problème démographique » !

D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !

Contrairement à ce que nous disent le gouvernement et le Medef, les moyens pour financer nos retraites existent : ce sont les richesses produites qui ne cessent d'exploser ! Il faut prendre sur les profits, augmenter les cotisations patronales, les salaires et partager le travail en travaillant moins pour travailler tous et toutes. Il est possible de faire d'autres choix de société où l'on répartirait autrement les richesses. Mais, seul un mouvement unitaire et d'ensemble, pourra faire reculer Sarkozy et Fillon sur ce dossier central.

APRÈS LE 29 MARS, LA RIPOSTE UNITAIRE : UNE URGENCE !

L'urgence actuelle est à la riposte unitaire. La gauche sociale et

politique doit s'unir pour défendre les retraites dès la première mobilisation du 29 mars appelée par la CGT, la FSU et Solidaires. Au vu des conditions, cette journée d'action et de manifestations est très positive et doit être une réussite.

Mais, ce seul rendez-vous, sera loin d'être suffisant pour stopper ce gouvernement.

Après la claque électorale aux municipales, nous devons lui mettre une bonne gauche. Pour cela, nous devons développer un affrontement social. Car, c'est bien sur le terrain social que va se jouer la suite cruciale du rapport de force engagé cet automne. Il est donc clair que l'attitude des directions syndicales, et des partis de gauche sera déterminante. À l'heure actuelle peu d'organisations syndicales veulent aller véritablement dans ce sens. Sur le plan politique, la direction du Parti Socialiste nous demande d'attendre 2012 pour battre Sarkozy et Fillon. Et pourtant, il est impératif, si nous voulons réellement rendre illégitime ce gouvernement de refuser le cadre des réformes et se préparer aux résistances sociales. Ce gouvernement doit battre en retraite. C'est le moment d'agir ! ●



Régimes spéciaux, le dernier bastion

Après les réformes de 1993 pour le privé et de 2003 pour la fonction publique, les salariés des régimes spéciaux (SNCF, RATP, EDF, ...) étaient le dernier bastion à abattre.

Après avoir présenté ces salariés comme le nec plus ultra des privilégiés et expliqué qu'ils étaient responsables, à eux seuls, du trou de la sécu et des retraites, le gouvernement Sarkozy/Fillon les a fait passer à 40 ans de cotisations. Le tout au nom de « l'égalité entre les salariés » bien sûr... Mais de fait, les « avantages » des régimes spéciaux sont financés par des mesures propres à ces entreprises dans lesquelles les salariés cotisent plus et partent avec des pensions plus petites. Tout ça, Sarkozy et sa clique le savent bien mais ce qu'ils voulaient c'était faire sauter un verrou pour pouvoir mieux attaquer l'ensemble des salariés au printemps. En effet, difficile de justifier le passage aux 41 annuités à la population quand des salariés sont encore à 37,5 ! C'était le seul objectif du gouvernement et face à cela les salariés, notamment de la SNCF et de la RATP, se sont massivement mobilisés. Cependant, si par la grève ils ont réussi à atténuer certains aspects de la réforme, ils sont restés trop isolés pour imposer un rapport de force suffisant. Cette fois-ci, nous sommes tous concernés. A nous, dans les entreprises du privé comme du public, de créer les mobilisations pour faire reculer le gouvernement sur le passage aux 41 annuités. ●



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Pourquoi le gouvernement veut « réformer » les retraites ?

Ils remettent ça : « *pour sauver les retraites, il faut les réformer* ». Depuis le temps, on connaît la musique: le problème serait démographique. On vit plus longtemps, il faut donc travailler plus longtemps. C'est présenté comme du bon sens. Comme si un progrès social (l'allongement de la durée de la vie) devait être vécu comme une calamité ! Comme si la progression des dépenses sociales ne servait pas le bien-être de la population, mais le contraire ! Travailler plus longtemps ? À l'âge de toucher ses droits à la retraite, six salariés sur dix ne travaillent plus ! Ils sont soit au chômage, en plans divers et variés de « cessation progressive d'activité » et autres « dispenses de recherches d'emplois » après licenciements, virés par des patrons qui trouvent les vieux « pas assez productifs et trop chers », soit au RMI... De fait, l'âge réel de fin d'activité, aussi bien dans le public que dans le privé, se situe autour de 58 ans. Tout le discours sur la nécessité de travailler plus longtemps est donc faux : le vrai objectif est de nous faire partir avec des pensions de plus en

plus faibles (aujourd'hui 50 % des retraités vivent avec une pension en-dessous du SMIC !). Cette dernière réforme s'inscrit dans une attaque globale commencée en 1993 avec les réformes Balladur. Elles se sont poursuivies par les accords de 1996 sur les retraites complémentaires, en 2003 contre les fonctionnaires. Et enfin, en 2007 contre les salariés des régimes spéciaux. Pour le gouvernement, baisser les pensions, c'est baisser, d'un côté, le coût du travail dans son ensemble pour les patrons et, de l'autre, pousser les salariés à « investir » dans des retraites par capitalisation. C'est à terme, la fin de la retraite par répartition (les salariés d'aujourd'hui cotisent pour les retraités d'aujourd'hui : la solidarité entre les générations). Les pensions représentent un énorme pactole pour les assurances et autres fonds de pension (en train de plonger avec la crise économique actuelle !) pour réaliser des profits sur notre dos. Avec leur réforme, nous sommes donc perdants deux fois : d'abord par la baisse des droits, et une deuxième fois par l'écroulement de leur système de fonds de pension en crise financière ! C'est pour cela qu'il faut dire non, dès le 29 mars et dans la rue, à tout allongement des annuités, à toute baisse des pensions, et revenir à des pensions indexées sur les salaires. ●

Découvrez **ROUGE**, l'hebdomadaire de la CGR

10 numéros = 10 euros

NOM.....
PRÉNOM.....
ADRESSE.....
.....
VILLE.....
CODE POSTAL.....

JE M'ABONNE PAR CHÈQUE À L'ORDRE DE LA BRÈCHE

BULLETIN À RENDRE À : LA BRÈCHE-DIFFUSION
2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

Une bataille de longue haleine

Le projet du gouvernement s'inscrit donc dans une attaque de longue haleine. En 1993, avec les réformes Balladur, le nombre d'annuités est passé de 37,5 à 40 dans le privé, doublé d'un calcul de la pension au rabais : indexation sur les prix, et non pas sur le salaire moyen d'activité (soit 20 % de pension en moins en dix ans) ; calcul de la pension en prenant, comme base portée au compte, les salaires des 25 meilleures années (et non 10), révisé sur la hausse des prix et non sur l'évolution du salaire moyen. Idem en 2003 par la réforme Fillon des salariés de la fonction publique, mais en rajoutant des décotes, soit des baisses de pension supplémentaires (5% par trimestre manquant), pour les salariés en dessous des annuités requises, mais ayant l'âge légal de départ (60 ans). Le Medef en rajoute encore une louche en exigeant l'abandon du repère des 60 ans. ●



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Les 41 ans, c'est non !

- NOUS EXIGEONS L'ARRÊT DE TOUTE DÉCOTE ET L'ABROGATION DES MESURES 1993 ET 2003 DE CALCUL DES PENSIONS.
- LA RETRAITE À 60 ANS (55 ANS POUR LES MÉTIERS PÉNIBLES) DOIT ÊTRE INDEXÉE SUR LES SALAIRES D'ACTIVITÉ !
- LE TAUX DE REMPLACEMENT DOIT ÊTRE ÉGAL AU MINIMUM À 75 %.
- RETOUR AUX 37,5 ANNUITÉS DANS LE PRIVÉ ET LE PUBLIC !
- LES FEMMES NE DOIVENT PAS FAIRE LES FRAIS DES INÉGALITÉS SALARIALES ET DES CARRIÈRES IRRÉGULIÈRES.
- PERSONNE NE DOIT TOUCHER MOINS QUE LE SMIC À 1500 EUROS NET.

Imposer la retraite en bonne santé !

La retraite n'est pas vécue de la même façon si on travaille ou non dans des métiers pénibles, dangereux. Il existe des inégalités insupportables d'espérance de vie (7 ou 8 ans d'écart entre un ouvrier et un cadre), et d'espérance de retraite en bonne santé. Le travail peut tuer, mutiler, mais il peut aussi raccourcir l'espérance de bonne santé, sans même être physiquement malade au moment du départ à la retraite. Le travail de nuit, les expositions aux produits chimiques, peuvent générer des cancers retardés, des dégradations futures. Ce ne sont pas des problèmes individuels, ce sont des faits collectifs constatés. Cela exige réparation et prévention. Réparation par des départs anticipés pour travaux pénibles, dans le privé comme dans le public, sur la base de critères validés et reconnus par la Caisse nationale de retraite. Par exemple, un trimestre de bonification pour trois ans d'exposition aux risques. La prévention commence par le paiement de la réparation sur la base de mutualisation entre entreprises (comme pour les cotisations de sécurité sociale) et sur le contrôle des conditions de travail par les salariés : droit de se réunir, d'arrêter le travail pour situation dangereuse physiquement ou/et psychologiquement (suicides), droits d'intervention renforcés des comités d'hygiène et sécurité-conditions de travail (CHS-CT). ●

Quatrième âge

Des grands groupes privés font des profits gigantesques sur le dos des personnes âgées, des personnes dépendantes. Les familles qui ne peuvent payer se retrouvent dans des situations très difficiles. Nous sommes pour développer une politique pour nos anciens, dans le cadre d'un service public national du quatrième âge, leur donnant le choix de leur mode de vie : création de

maisons collectives de qualité, maintien au domicile combiné avec une politique de prestations (soins, restauration, activités collectives, lieux de rencontre) pour rompre l'isolement. Cela s'inscrit dans le combat plus général du maintien et de l'extension de tous les services publics. ●



Le nouveau parti anticapitaliste, ça m'intéresse.

REUNION PUBLIQUE

Pour un nouveau parti anticapitaliste

Mercredi 30 avril 2008 à 20h30

Salle Daviers, Bd Daviers (face au CHU) à ANGERS

LCR 49 - Fédération angevine - tél/fax : 02 41 25 19 10

lcr49@hotmail.com (49) - lcr.cholet@gmail.com (Cholet)

Visitez notre site web : <http://lcrangers.free.fr/>

OUI, les *moyens pour financer* les retraites existent : ce sont *les richesses* *produites par les travailleurs eux-mêmes*

Il faut beaucoup de culot et de cynisme pour affirmer qu' il ne serait plus possible de financer les retraites sans allonger la durée de cotisation. L'argument ne tient pas.

Il faut prendre sur les profits pour financer les retraites qui ne sont en réalité rien d'autre que du salaire différé.

Elles représentent une part des richesses produites par les salariés qui leur revient. Plus elle diminue, plus la part qui revient aux classes possédantes augmente. Ainsi, depuis les vingt dernières années, cette part de richesse qui revient aux salariés a diminué de plus de 10 points au profit de celle qui revient aux possédants. Pendant le même temps, la productivité du travail n'a cessé de croître (plus de 50 %). Entre 1960 et 2006, le Produit intérieur brut (PIB) en euros constants a progressé de 328 %, quand l'augmentation des besoins du financement des retraites sur la même période est estimé à + 104 %. Ce qui veut dire que même si la part du PIB qui sert au financement des retraites augmente, il reste en réalité une large marge de manœuvre à condition que ce ne soit pas les revenus du capital qui s'accaparent l'essentiel des gains de productivité.

Cela voudrait dire partager le travail entre tous, en finir avec le chômage. Cent mille chômeurs de moins représentent un gain de 1,5 milliard par an. Une hausse de 1 % des salaires suffirait à faire rentrer 1 milliard d'euros annuel pour les retraites : pour financer les retraites, augmentons les salaires !

La fin des exonérations des cotisations sociales patronales rapporterait plus de 30 milliards d'euros, ou la taxation des revenus financiers au même niveau que les salaires, plus de 27 milliards.

L'argent est bien là.

Il faut changer le rapport de force pour imposer une autre répartition des richesses. ●



Ces exigences sont vitales pour les salariés. La vieillesse ne doit pas signifier pauvreté. Il n'y a pas de progrès social si on ne garantit pas une vie digne aux travailleurs âgés.

Notre lutte pour la défense des retraites est un moment de la lutte pour une société solidaire, juste, humaine.

Il y a urgence à inverser les choses.

Alors que leur système craque de partout, que la crise financière ébranle la planète tout entière sacrifiant les intérêts des populations à ceux de la minorité qui possède l'économie et détient le pouvoir, le monde du travail se regroupe pour la défense de ses propres intérêts.

C'est ce qui s'est exprimé lors des élections municipales dans les bons résultats des listes présentées ou soutenues par la LCR. C'est ce qui nous encourage dans notre volonté de mettre toutes nos forces dans la construction d'un nouveau parti qui représente les salariés, les chômeurs, les précaires, les retraités...

L'avenir de ce nouveau parti anticapitaliste, parti pour nos luttes et nos mobilisations aujourd'hui, pour la transformation révolutionnaire de la société demain, est entre nos mains. C'est pourquoi les militants de la LCR vous appellent, avec Olivier Besancenot, à rejoindre les comités d'initiative pour un nouveau parti anticapitaliste, à y prendre toute votre place, à en devenir les acteurs. ●